

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

31 mars 2011

**PROPOSITION DE LOI**

**concernant l'affichage électoral  
et l'information des électeurs**

(déposée par M. Laurent Louis)

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

31 maart 2011

**WETSVOORSTEL**

**betreffende de aanplakking  
van verkiezingsaffiches  
en de voorlichting van de kiezers**

(ingediend door de heer Laurent Louis)

**RÉSUMÉ**

*La présente proposition de loi règle davantage l'affichage durant les campagnes électorales, afin:*

- *de réduire les gaspillages;*
- *d'assurer une meilleure égalité de traitement entre les grands et les petits partis;*
- *d'éviter aux communes des travaux de nettoyage inutiles;*
- *d'éviter une surcharge d'affiches électorales, considérée par certains comme une pollution visuelle.*

**SAMENVATTING**

*Dit wetsvoorstel verfijnt de reglementering over de aanplakking van affiches tijdens de verkiezingscampagnes, om:*

- *minder te verspillen;*
- *te zorgen voor een gelijkere behandeling van de grote en de kleine partijen;*
- *te voorkomen dat de gemeenten nutteloze reinigingswerkzaamheden moeten uitvoeren;*
- *een overmaat aan verkiezingsaffiches te voorkomen, die door sommigen als visuele vervuiling wordt beschouwd.*

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales — Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
INDEP-ONAFH	:	Indépendant - Onafhankelijk	

  

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 <sup>ème</sup> législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

  

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	
<i>Commandes:</i>		<i>Bestellingen:</i>	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél.: 02/ 549 81 60		Tel.: 02/ 549 81 60	
Fax: 02/549 82 74		Fax: 02/549 82 74	
www.lachambre.be		www.dekamer.be	
e-mail: publications@lachambre.be		e-mail: publicaties@dekamer.be	

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Elle est complétée par une deuxième proposition qui, elle, règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution. Cette deuxième proposition est la proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, en ce qui concerne l'affichage électoral et l'information des électeurs (DOC 53 1276/001). Ces deux propositions forment un tout et doivent donc être lues ensemble.

La présente proposition règle, dans un premier volet, l'affichage électoral.

Dans plusieurs pays, lors des élections, on entend parler de l'affichage sauvage et de la pollution visuelle. Ainsi, au Canada, voici ce qu'on a entendu lors des dernières élections: *“Si certains y voient un phénomène normal dans le cadre d'une campagne électorale, d'autres considèrent cette pluie d'affiches aux couleurs criardes comme une nuisance, une source de pollution visuelle et un gaspillage éhonté de papier et de plastique. Cette prolifération d'affiches est également souvent considérée comme une source de distraction pour les automobilistes qui nuit, de surcroît, à la signalisation routière.”*<sup>1</sup>

### Faudra-t-il créer le délit de pollution électorale?

Même pas, puisque l'affichage électoral est réglementé avec précision dans le Code électoral, que tous les protagonistes des élections se doivent de connaître et de respecter.

Cela va des organismes en charge des scrutins aux partis politiques en passant par les candidats et les membres des conseils municipaux. Connaître et respecter sont deux choses fort différentes. Il suffit pour s'en convaincre de prendre l'exemple du Mali, de circuler dans les rues de Bamako et de tenter de retrouver ses repères familiaux.

<sup>1</sup> <http://elections.radio-canada.ca/elections/federales2008/2008/09/09/035-affichage-electoral-verif.asp>

## TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Het wordt aangevuld met een tweede voorstel, dat een aangelegenheid regelt als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet. Dit tweede voorstel is het voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen wat de aanplakking van verkiezingsaffiches en de voorlichting van de kiezers betreft (DOC 53 1276/001). Die beide voorstellen vormen één geheel en moeten dus samen worden gelezen.

In een eerste deel regelt dit wetsvoorstel de aanplakking van verkiezingsaffiches.

In veel landen wordt bij verkiezingen gewag gemaakt van wildplakken en visuele vervuiling. In Canada bijvoorbeeld ontlokten de recentste verkiezingen het volgende commentaar: *“Si certains y voient un phénomène normal dans le cadre d'une campagne électorale, d'autres considèrent cette pluie d'affiches aux couleurs criardes comme une nuisance, une source de pollution visuelle et un gaspillage éhonté de papier et de plastique. Cette prolifération d'affiches est également souvent considérée comme une source de distraction pour les automobilistes qui nuit, de surcroît, à la signalisation routière.”*<sup>1</sup>

### Moet dan een wanbedrijf “verkiezingsvervuiling” worden ingesteld?

Dat hoeft zelfs niet, aangezien de aanplakking van verkiezingsaffiches nauwgezet is geregeld in het Kieswetboek, dat alle verkiezingsactoren verondersteld zijn te kennen én in acht te nemen.

Die actoren zijn zowel de organen die belast zijn met het organiseren van de verkiezingen, als de politieke partijen, de verkiezingskandidaten en de gemeenteraadsleden. Het is echter niet omdat een regelgeving bekend is, dat ze ook in acht wordt genomen. Om zich daarvan te vergewissen, volstaat het te verwijzen naar de toestand in Mali, er rond te wandelen in de straten van Bamako en te proberen de vertrouwde oriëntatiepunten terug te vinden.

<sup>1</sup> <http://elections.radio-canada.ca/elections/federales2008/2008/09/09/035-affichage-electoral-verif.asp>

*“Ceux-ci sont méconnaissables, constellés lorsqu’ils ne sont pas totalement recouverts par des affiches électorales. Rien n’est épargné ni les murs, ni les arbres, ni les kiosques, ni les poteaux électriques, ni les monuments. Cette bouillie multicolore s’étale partout, sur la chaussée comme sur les bas-côtés des rues, elle est suspendue aux fils électriques et téléphoniques, elle dégouline sur les panneaux de signalisation et monte à l’assaut des feux rouges. Elle déborde de partout et nous sort par les yeux. Etouffés, on ne peut même pas crier “au secours!”. À quoi bon d’ailleurs puisque ceux qui sont chargés de faire respecter le règlement et de poursuivre les contrevenants sont les mêmes édiles ou postulants-édiles qui ont commandité ces campagnes d’affichage sauvage.”<sup>2</sup>*

Ces propos, tenus au Mali, montrent qu’on est en présence d’un problème universel.

*“La réglementation de l’affichage électoral est en soi une bonne chose mais c’est la répartition des espaces qui pose problème. En effet, les partis traditionnels [PS, Ecolo, MR, CDH ainsi que leurs pendants néerlandophones] se réservent 90 % des espaces sur les panneaux publics pendant les campagnes électorales et n’accordent que 10 % aux partis non représentés, c’est totalement inégal quand on sait que dans la circonscription de BHV, il y a 11 listes non représentées au Parlement. Déjà que ces partis non représentés n’ont pas d’accès aux médias audiovisuels, il faut encore que les partis au pouvoir monopolisent également l’affichage public rendant ainsi le combat électoral encore plus inégal”, expliquait Benjamin Pestieau, responsable de la communication du PTB+.”<sup>3</sup>*

L’affichage sauvage et désordonné défigure nos villes et communes et constitue une véritable atteinte à leur image et une véritable pollution de notre espace de vie. Il représente au surplus un coût important et mobilise, au détriment d’autres missions, les services communaux chargés du nettoyage.

L’article L51 du Code électoral français dispose:

*“Pendant la durée de la période électorale, dans chaque commune, des emplacements spéciaux sont réservés par l’autorité municipale pour l’apposition des affiches électorales.*

<sup>2</sup> <http://www.maliweb.net/category.php?NID=43570>

<sup>3</sup> <http://parlemento.wordpress.com/2010/06/06/acces-inegal-et-antidemocratique-a-laffichage-public/>

*“Ceux-ci sont méconnaissables, constellés lorsqu’ils ne sont pas totalement recouverts par des affiches électorales. Rien n’est épargné ni les murs, ni les arbres, ni les kiosques, ni les poteaux électriques, ni les monuments. Cette bouillie multicolore s’étale partout, sur la chaussée comme sur les bas-côtés des rues, elle est suspendue aux fils électriques et téléphoniques, elle dégouline sur les panneaux de signalisation et monte à l’assaut des feux rouges. Elle déborde de partout et nous sort par les yeux. Etouffés, on ne peut même pas crier “au secours!”. À quoi bon d’ailleurs puisque ceux qui sont chargés de faire respecter le règlement et de poursuivre les contrevenants sont les mêmes édiles ou postulants-édiles qui ont commandité ces campagnes d’affichage sauvage.”<sup>2</sup>*

Die uitspraken, die in Mali werden opgetekend, tonen aan dat het probleem van universele aard is.

*“La réglementation de l’affichage électoral est en soi une bonne chose mais c’est la répartition des espaces qui pose problème. En effet, les partis traditionnels [PS, Ecolo, MR, CDH ainsi que leurs pendants néerlandophones] se réservent 90 % des espaces sur les panneaux publics pendant les campagnes électorales et n’accordent que 10 % aux partis non représentés, c’est totalement inégal quand on sait que dans la circonscription de BHV, il y a 11 listes non représentées au Parlement. Déjà que ces partis non représentés n’ont pas d’accès aux médias audiovisuels, il faut encore que les partis au pouvoir monopolisent également l’affichage public rendant ainsi le combat électoral encore plus inégal”<sup>3</sup>, gaf de woordvoerder van PTB+, Benjamin Pestieau, aan.*

Wilde en ongeordende aanplakking ontsiert onze steden en gemeenten, vormt een regelrechte aanslag op hun imago en is een echte bron van vervuiling van onze levensruimte. Bovendien heeft het verschijnsel een aanzienlijk kostenplaatje. Ook vergt het de inzet van de gemeentereinigingsdiensten, ten koste van andere taken.

Artikel L51 van het Franse Kieswetboek bepaalt het volgende:

*“Pendant la durée de la période électorale, dans chaque commune, des emplacements spéciaux sont réservés par l’autorité municipale pour l’apposition des affiches électorales.*

<sup>2</sup> <http://www.maliweb.net/category.php?NID=43570>

<sup>3</sup> <http://parlemento.wordpress.com/2010/06/06/acces-inegal-et-antidemocratique-a-laffichage-public/>

*Dans chacun de ces emplacements, une surface égale est attribuée à chaque candidat ou à chaque liste de candidats.*

*Pendant les trois mois précédant le premier jour du mois d'une élection et jusqu'à la date du tour de scrutin où celle-ci est acquise, tout affichage relatif à l'élection, même par affiches timbrées, est interdit en dehors de cet emplacement ou sur l'emplacement réservé aux autres candidats."*

L'article L52 du même Code électoral français ajoute: *"Si le maire refuse ou néglige de se conformer aux prescriptions de l'article précédent et aux dispositions réglementaires prises pour leur exécution, le préfet doit en assurer immédiatement l'application par lui-même ou par un délégué."*

Mais, ce n'est pas parce que le vol est interdit qu'il n'y ait plus de voleurs. Ainsi, dernièrement, en France: *"Au conseil municipal du 30 juin 2009, le groupe Vivre à Villejuif a présenté un vœu proposant la signature d'une charte limitant l'affichage électoral aux emplacements réglementés. En effet les dernières campagnes électorales ont fait fleurir de nombreuses affiches de gauche sur des emplacements interdits. Et au final, ce sont vos impôts qui sont utilisés pour le nettoyage!! Seuls les 3 groupes d'opposition ont soutenu cette idée. L'ensemble de la municipalité a voté contre."*<sup>4</sup>

Mobiliser l'ensemble des moyens disponibles pour emporter la conviction des citoyens fait partie de l'activité quotidienne de tous les acteurs politiques. En période électorale, cependant, la mise en place de règles particulières s'est imposée comme une nécessité pour que tous les candidats puissent accéder, de façon relativement équitable, aux instruments permettant d'être entendus de l'ensemble des électeurs.

*"Pas de réglementation unique en matière d'affichage électoral, mais bien plusieurs textes. La loi sur les dépenses électorales, tout d'abord. Outre le contrôle des dépenses proprement dites, les partis ne peuvent utiliser des espaces et des affiches de plus de 4m<sup>2</sup>, durant les 3 mois précédant le scrutin. Cadeaux, gadgets, coups de fils et autres SMS électoraux sont aussi proscrits.*

*Deuxième texte: l'arrêté de police du gouverneur. Ce texte interdit notamment aux partis de coller des affiches électorales entre 22h et 7h du matin, même sur les panneaux prévus à cet effet. Enfin, dans la capitale,*

<sup>4</sup> [http://www.vivre-a-villejuif.fr/index.php?option=com\\_content&view=article&id=208:prevision-de-pollution-visuelle&catid=52:billets-dhumeur](http://www.vivre-a-villejuif.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=208:prevision-de-pollution-visuelle&catid=52:billets-dhumeur)

*Dans chacun de ces emplacements, une surface égale est attribuée à chaque candidat ou à chaque liste de candidats.*

*Pendant les trois mois précédant le premier jour du mois d'une élection et jusqu'à la date du tour de scrutin où celle-ci est acquise, tout affichage relatif à l'élection, même par affiches timbrées, est interdit en dehors de cet emplacement ou sur l'emplacement réservé aux autres candidats."*

Artikel L52 van hetzelfde Wetboek voegt hieraan toe: *"Si le maire refuse ou néglige de se conformer aux prescriptions de l'article précédent et aux dispositions réglementaires prises pour leur exécution, le préfet doit en assurer immédiatement l'application par lui-même ou par un délégué."*

Dat diefstal verboden is, betekent echter niet dat er geen dieven meer zijn. Recentelijk werd in Frankrijk het volgende opgetekend: *"Au conseil municipal du 30 juin 2009, le groupe Vivre à Villejuif a présenté un vœu proposant la signature d'une charte limitant l'affichage électoral aux emplacements réglementés. En effet les dernières campagnes électorales ont fait fleurir de nombreuses affiches de gauche sur des emplacements interdits. Et au final, ce sont vos impôts qui sont utilisés pour le nettoyage!! Seuls les 3 groupes d'opposition ont soutenu cette idée. L'ensemble de la municipalité a voté contre."*<sup>4</sup>

Het inzetten van alle beschikbare middelen om de burger te overtuigen voor hen te stemmen, behoort tot de gebruikelijke geplogenheden van alle politieke actoren. Voor de verkiezingsperiodes moest evenwel in bijzondere regels worden voorzien, om alle kandidaten op relatief billijke wijze toegang te verschaffen tot de instrumenten die hen in staat stellen zich bij alle kiezers kenbaar te maken.

*"Pas de réglementation unique en matière d'affichage électoral, mais bien plusieurs textes. La loi sur les dépenses électorales, tout d'abord. Outre le contrôle des dépenses proprement dites, les partis ne peuvent utiliser des espaces et des affiches de plus de 4m<sup>2</sup>, durant les 3 mois précédant le scrutin. Cadeaux, gadgets, coups de fils et autres SMS électoraux sont aussi proscrits.*

*Deuxième texte: l'arrêté de police du gouverneur. Ce texte interdit notamment aux partis de coller des affiches électorales entre 22h et 7h du matin, même sur les panneaux prévus à cet effet. Enfin, dans la capitale,*

<sup>4</sup> [http://www.vivre-a-villejuif.fr/index.php?option=com\\_content&view=article&id=208:prevision-de-pollution-visuelle&catid=52:billets-dhumeur](http://www.vivre-a-villejuif.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=208:prevision-de-pollution-visuelle&catid=52:billets-dhumeur)

les Communes apportent souvent quelques précisions aux 2 textes précédents. Christian Debaty, secrétaire communal d'Etterbeek explique: "Ce qui est permis de faire, en tout cas à Etterbeek suite à l'ordonnance qui a été prise par le Conseil communal, c'est de venir déposer ses affiches électorales au secrétariat communal qui s'est engagé à faire l'affichage deux fois par jour et qui, après avoir estampillé du cachet communal les affiches, se fait fort de les afficher dans les 24 heures".

"C'est donc la commune et non plus les partis politiques ou les candidats qui collent les affiches; des affiches collées sur 13 sites déterminés, à Etterbeek, chaque site comptant 15 panneaux. Il y a un protocole d'accord qui a été signé entre les partis qui sont représentés au Conseil communal quant à la répartition des panneaux.

L'arrachage et le surcollage sont interdits. Les contrevenants s'exposent à des amendes. Enfin, rappelons que l'affichage électoral est autorisé dans les lieux privés, avec autorisation du propriétaire."<sup>5</sup>

Il paraît opportun de compléter la réglementation de l'affichage électoral, en suivant l'exemple français des articles L51 et L52 du Code électoral français. Interdiction donc, pendant une certaine période, d'afficher en dehors des emplacements installés par les autorités communales. Et obligation légale, pour les communes, d'installer ces emplacements. L'introduction de ces règles nécessite la modification de certains textes législatifs.

Pour les élections des Chambres fédérales, la réglementation de l'affichage électoral devrait être inscrite dans un article 86/1 du Code électoral.

Un deuxième volet de la présente proposition concerne l'information des électeurs. Lors de chaque élection, une brochure explicative serait adressée à chaque électeur. Cette brochure donnerait des explications relatives à l'exercice du droit de vote, à la composition des listes et aux programmes des partis.

Pour l'élection des Chambres fédérales, le ministre de l'Intérieur rédigerait la brochure explicative qui serait jointe à la convocation électorale. Les frais de rédaction et de distribution de la brochure seraient à charge de l'État fédéral.

Le texte relatif aux programmes des partis serait, pour chaque circonscription électorale, communiqué

<sup>5</sup> <http://www.rtb.be/info/elections/laffichage-electoral-est-strictement-reglemente-107395>

les Communes apportent souvent quelques précisions aux 2 textes précédents. Christian Debaty, secrétaire communal d'Etterbeek explique: "Ce qui est permis de faire, en tout cas à Etterbeek suite à l'ordonnance qui a été prise par le Conseil communal, c'est de venir déposer ses affiches électorales au secrétariat communal qui s'est engagé à faire l'affichage deux fois par jour et qui, après avoir estampillé du cachet communal les affiches, se fait fort de les afficher dans les 24 heures".

"C'est donc la commune et non plus les partis politiques ou les candidats qui collent les affiches; des affiches collées sur 13 sites déterminés, à Etterbeek, chaque site comptant 15 panneaux. Il y a un protocole d'accord qui a été signé entre les partis qui sont représentés au Conseil communal quant à la répartition des panneaux.

L'arrachage et le surcollage sont interdits. Les contrevenants s'exposent à des amendes. Enfin, rappelons que l'affichage électoral est autorisé dans les lieux privés, avec autorisation du propriétaire."<sup>5</sup>

Het lijkt aangewezen de regelgeving over de aanplakking van verkiezingsaffiches aan te vullen, naar het voorbeeld van de artikelen L51 en L52 van de Franse Code électoral. Dit houdt derhalve een verbod in op het aanplakken, tijdens een welbepaalde periode, op andere dan de daartoe door de gemeentelijke overheid voorziene borden. De gemeenten zijn wettelijk verplicht in die aanplakkingsborden te voorzien. Om die regels in te stellen, moeten bepaalde wetteksten worden gewijzigd.

Voor de verkiezing van de Federale Kamers zou de reglementering voor het aanplakken van verkiezingsaffiches moeten worden opgenomen in een artikel 86/1 van het Kieswetboek.

Het tweede deel van dit wetsvoorstel heeft betrekking op de voorlichting van de kiezers. Bij iedere verkiezing zou elke kiezer een brochure met toelichting ontvangen, waarin uitleg wordt gegeven over de uitoefening van het stemrecht, de samenstelling van de lijsten en de partijprogramma's.

Voor de verkiezing van de Federale Kamers zou de brochure met toelichting, die bij de oproepingsbrief zou worden gevoegd, worden opgesteld door de minister van Binnenlandse Zaken. De kosten voor het opstellen en de distributie van die brochure zouden door de federale Staat worden gedragen.

De tekst over de partijprogramma's zou voor elke kieskring telkens door de eerste kandidaat op de lijst

<sup>5</sup> <http://www.rtb.be/info/elections/laffichage-electoral-est-strictement-reglemente-107395>

au ministre de l'Intérieur par le premier candidat à la Chambre des représentants de chaque liste. Dans la brochure, dans la partie consacrée aux programmes des partis, un espace égal serait attribué à chaque liste de candidats. Le Roi déterminerait les modalités d'application des dispositions proposées.

Dans le cas d'élections simultanées, notamment pour les Chambres législatives fédérales, le Parlement européen et les parlements de Communauté et de Région, le Roi pourrait déroger aux dispositions de l'article proposé.

Une brochure explicative pour les électeurs est déjà prévue par l'article 21 du Code électoral communal bruxellois, l'article 21 de la loi électorale communale, coordonnée par arrêté royal du 4 août 1932, telle qu'elle a été modifiée par l'article 19 de l'ordonnance du 16 février 2006 modifiant la loi électorale communale. Cette brochure bruxelloise donne des explications quant au rôle et au fonctionnement des institutions communales et à l'exercice du droit de vote.

Une telle brochure est-elle souhaitable? On a pu lire sur le site du gouvernement belge:

*“Lors des dernières élections organisées dans notre pays, cinq pour cent des votes étaient blancs ou nuls. Le SPF Intérieur a donc mis sur pied la campagne “Voter valablement” pour augmenter le nombre de votes valables lors des élections du 7 juin.*

*Quelque 72 000 affiches “Voter valablement” ont été envoyées aux communes. Celles-ci les mettront à la disposition des électeurs dans tous les bureaux de vote du pays.*

*En outre, la formation des membres des bureaux de vote a été renforcée et les instructions ont été simplifiées.”<sup>6</sup>*

Il résulte de ces efforts du SPF Intérieur qu'on soupçonne que beaucoup d'électeurs ne savent pas comment voter correctement. Une brochure explicative pourrait remédier à ce problème. Nul ne peut en effet nier la complexité de notre État fédéral et la multiplication des niveaux de pouvoir entre lesquels nos concitoyens se perdent fréquemment. Nous ne pouvons leur en vouloir tant la structure de notre État est complexe.

<sup>6</sup> [http://www.belgium.be/fr/actualites/2009/news\\_voter\\_valablement.jsp](http://www.belgium.be/fr/actualites/2009/news_voter_valablement.jsp)

voor de Kamer van volksvertegenwoordigers aan de minister van Binnenlandse Zaken worden bezorgd. In het voor de partijprogramma's voorbehouden deel van de brochure zou elke kandidatenlijst evenveel ruimte krijgen. De Koning zou de nadere regels voor de toepassing van de voorgestelde bepalingen vastleggen.

Wanneer verkiezingen samenvallen, meer bepaald voor de federale Wetgevende Kamers, het Europees Parlement en de gemeenschaps- en gewestparlementen, kan de Koning afwijken van de bepalingen van het voorgestelde artikel.

In een brochure met toelichting voor de kiezers is reeds voorzien bij artikel 21 van het Brussels Gemeentelijk Kieswetboek (Gemeentekieswet gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1932, zoals gewijzigd bij artikel 19 van de ordonnantie van 16 februari 2006 houdende wijziging van de gemeentekieswet). Die brochure van de Brusselse overheid geeft toelichting bij de taak en de werking van de gemeentelijke instellingen en bij de uitoefening van het stemrecht.

Is een dergelijke brochure wenselijk? Op de website van de Belgische regering staat het volgende te lezen:

*“Tijdens de meest recente verkiezingen in ons land bleken gemiddeld vijf procent van de stemmen blanco of ongeldig. Om het aantal geldige stemmen bij de verkiezingen van 7 juni te vergroten heeft de FOD Binnenlandse Zaken de campagne ‘Geldig stemmen’ op poten gezet.*

*Alle Belgische gemeenten hebben samen 72 000 affiches “Geldig stemmen” ontvangen. Zij zullen deze affiches in alle stembureaus ophangen.*

*Bovendien hebben de leden van de kiesbureaus een betere vorming gekregen en de instructies werden vereenvoudigd.”<sup>6</sup>*

Uit die initiatieven van de FOD Binnenlandse Zaken blijkt dat wordt vermoed dat veel kiezers niet goed weten hoe ze correct kunnen stemmen. Een brochure met toelichting kan uitkomst bieden. Niemand kan immers nog voorbijgaan aan de complexiteit van onze federale Staat en de vele beleidsniveaus waaruit de burger vaak niet meer wijs raakt. Onze staatsstructuur is dermate complex dat het de burger niet eens kwalijk kan worden genomen.

<sup>6</sup> [http://www.belgium.be/nl/nieuws/2009/news\\_voter\\_valablement.jsp](http://www.belgium.be/nl/nieuws/2009/news_voter_valablement.jsp)

Pour les élections pour les Chambres fédérales, la réglementation de la brochure explicative devrait être inscrite dans un article 86/2 du Code électoral.

Cette disposition serait rendue applicable à toutes les autres élections pour lesquelles le législateur fédéral est compétent.

En Belgique, nous avons les élections suivantes:

— l'élection des Chambres fédérales (Chambre et Sénat), régie par le Code électoral;

— l'élection du Parlement européen, régie par la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen;

— l'élection des parlements régionaux, régie par la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

— l'élection du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, régie, en ce qui concerne les grands principes, par la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises;

— l'élection du Parlement de la Communauté germanophone, régie par la loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Communauté germanophone;

— l'élection des conseils provinciaux, qui est de la compétence des régions (article 6, § 1<sup>er</sup>, VIII, 4<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles);

— l'élection des conseils communaux, qui est également de la compétence des Régions (même disposition).

Le règlement de l'affichage électoral et de l'information des électeurs trouve sa place, pour les élections des Chambres fédérales, dans le Code électoral, qui est de la compétence des Chambres fédérales, et qui concerne une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

La loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen est également de la compétence des mêmes Chambres et concerne également une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Pour réglementer l'affichage et l'information des électeurs pour l'élection des parlements régionaux, il faut modifier la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes

Voor de verkiezing van de Federale Kamers zouden de nadere regels over die brochure met toelichting moeten worden opgenomen in een artikel 86/2 van het Kieswetboek.

Die bepaling zou van toepassing worden verklaard op alle andere verkiezingen waarvoor de federale wetgever bevoegd is.

In België hebben we de volgende verkiezingen:

— de verkiezing van de Federale Kamers (Kamer en Senaat), geregeld bij het Kieswetboek;

— de verkiezing van het Europees Parlement, geregeld bij de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement;

— de verkiezing van de gewestparlementen, geregeld bij de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

— de verkiezing van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wat de krachtlijnen ervan betreft, geregeld bij de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

— de verkiezing van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, geregeld bij de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen;

— de verkiezing van de provincieraden, waarvoor de gewesten bevoegd zijn (artikel 6, § 1, VIII, 4<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen);

— de verkiezing van de gemeenteraden, waarvoor de Gewesten eveneens bevoegd zijn (zelfde bepaling van voornoemde wet).

De reglementering voor de aanplakking van verkiezingsaffiches en de voorlichting van de kiezers wordt voor de verkiezing van de Federale Kamers geregeld bij het Kieswetboek; het betreft hier een aangelegenheid waarvoor de Federale Kamers bevoegd zijn en die wordt bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Evenzo is de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement een bevoegdheid van diezelfde Kamers en een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Voor de verkiezing van de gewestparlementen kan de aanplakking van verkiezingsaffiches en de voorlichting van de kiezers alleen worden gereguleerd via een

institutionnelles. Il s'agit d'une matière visée à l'article 77 de la Constitution. Une disposition modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 ne trouve donc pas sa place dans cette proposition et doit faire l'objet d'une proposition distincte. Elle le sera dans une deuxième proposition, déposée en même temps que celle-ci. C'est la proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, en ce qui concerne l'affichage électoral et l'information des électeurs (DOC 53 1276/001). Cette dernière proposition est appelée, ci-après, "la deuxième proposition".

La loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises règle également une matière visée à l'article 77 de la Constitution. Sa modification fera, elle, aussi l'objet de la deuxième proposition.

La loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Communauté germanophone sera, elle aussi, modifiée par la présente proposition. Elle règle une matière visée par l'article 78 de la Constitution.

L'élection des conseils provinciaux et communaux est de la compétence des régions. Elle échappe à la loi fédérale. Il s'en suit que rien ne sera prévu, dans la présente proposition de loi, au sujet de l'affichage électoral pour l'élection des conseils provinciaux et communaux.

Nous proposons donc, pour réglementer l'affichage électoral et l'information des électeurs pour l'élection des Chambres fédérales, d'insérer un article 86/1 et un article 86/2 dans le Code électoral. Cet article 86/1 reprendrait les dispositions des articles L51 et L52 du Code électoral français.

Pour l'élection du Parlement européen, dans la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, il est inséré un titre *l<sup>er</sup> bis*, comportant les articles 8/1 et 8/2.

Dans la loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Communauté germanophone est inséré un article 6/1, libellé comme suit: "Art. 6/1. Les dispositions de l'article 86/1 du Code électoral sont applicables à l'élection du Parlement de la Communauté germanophone." L'information des électeurs est régie par un article 6/2.

wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Het betreft hier een aanlegenschap als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet. Een bepaling waarbij de bijzondere wet van 8 augustus 1980 wordt gewijzigd, valt derhalve buiten de strekking van dit wetsvoorstel en moet bijgevolg worden opgenomen in een afzonderlijk voorstel, met andere woorden een tweede voorstel, dat samen met dit wetsvoorstel zal worden ingediend: het voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen wat de aanplakking van verkiezingsaffiches en de voorlichting van de kiezers betreft (DOC 53 1276/001) (hierna "tweede voorstel" genoemd).

De bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen regelt eveneens een aanlegenschap als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet. De wijziging van die wet zal ook deel uitmaken van het tweede voorstel.

Ook de wijziging van de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen, zal deel uitmaken van dit voorstel. Die wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Voor de verkiezing van de provincie- en de gemeenteraden zijn de gewesten bevoegd. Die reglementering valt buiten de federale wetgeving. In dit wetsvoorstel zullen dan ook geen bepalingen worden opgenomen over de aanplakking van verkiezingsaffiches bij de provincie- en gemeenteraadsverkiezingen.

Dit wetsvoorstel strekt er dan ook toe de aanplakking van verkiezingsaffiches en de voorlichting van de kiezers bij de verkiezing van de Federale Kamers te reglementeren door in het Kieswetboek een artikel 86/1 en een artikel 86/2 in te voegen. Dat artikel 86/1 neemt de bepalingen van de artikelen L51 en L52 van de Franse *Code électoral* over.

Voor de verkiezing van het Europees Parlement wordt in de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement een titel *l<sup>is</sup>* ingevoegd, bestaande uit de artikelen 8/1 en 8/2.

In de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen, wordt een artikel 6/1 ingevoegd, luidende: "Art. 6/1. De bepalingen van artikel 86/1 van het Kieswetboek zijn van toepassing op de verkiezing van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap". De voorlichting van de kiezers wordt geregeld bij artikel 6/2.

Dans différentes lois relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, il y a une disposition qui régit, en quelque sorte, l'affichage électoral. Ces dispositions disposent que les partis politiques et les candidats ne peuvent utiliser des panneaux ou des affiches publicitaires non commerciales d'une surface de plus de 4 m<sup>2</sup>. Dans plusieurs articles de la présente proposition de loi, il est stipulé que ces dispositions ne dérogent pas à l'article 86/1 du Code électoral ni aux dispositions analogues.

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### Art. 2

Est inséré, dans le Code électoral, un article 86/1, qui règle l'affichage électoral. Cet article reprend, avec quelques modifications, les dispositions des articles L51 et L52 du Code électoral français.

L'article 86/1 proposé sera applicable aux élections pour le Parlement fédéral.

Le paragraphe premier de l'article 86/1 reprend les dispositions des articles L51 et L52 du Code électoral français.

Pendant le mois précédant une élection, et jusqu'à la date du vote, dans chaque commune, des emplacements spéciaux sont réservés par l'autorité communale pour l'apposition des affiches électorales. C'est une nouveauté. À l'heure actuelle, les communes ne sont pas tenues d'installer des panneaux pour l'affichage électoral. C'est ainsi que les communes d'Overijse et de Dilbeek ont décidé, dans le passé, de ne pas installer de panneaux d'affichage pendant la campagne électorale. L'article 86/1 rendra une telle décision illégale. En cas de refus de l'autorité communale, ce sera le gouverneur de province qui se chargera de l'installation des panneaux d'affichage.

Dans chacun de ces emplacements, une surface égale, numérotée, est attribuée à chaque liste de candidats. Les surfaces numérotées seront marquées avec les numéros tirés au sort par le ministre de l'Intérieur. Pour les élections des Chambres, ces numéros sont tirés au sort, par le ministre de l'Intérieur, le trentième jour précédant l'élection (article 115*bis* du Code électoral).

Pendant la période d'un mois, tout affichage relatif à l'élection, même par affiches pour lesquelles une taxe d'affichage aurait été payée, est interdit en dehors de

Verschillende wetten over de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven bevatten een bepaling die in zekere zin de aanplakking van verkiezingsaffiches regelt. Zo wordt bepaald dat de politieke partijen en de kandidaten geen niet-commerciële reclameborden of affiches groter dan 4 m<sup>2</sup> mogen gebruiken. In verschillende artikelen van dit wetsvoorstel wordt gesteld dat die bepalingen niet afwijken van artikel 86/1 van het Kieswetboek of vergelijkbare bepalingen.

## TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

### Art. 2

In het Kieswetboek wordt een artikel 86/1 ingevoegd, dat de aanplakking van verkiezingsaffiches regelt. Dat artikel neemt, op enkele wijzigingen na, de bepalingen over van de artikelen L51 en L52 van de Franse *Code électoral*.

Het voorgestelde artikel 86/1 zal van toepassing zijn op de verkiezing van de Federale Kamers.

De eerste paragraaf van artikel 86/1 neemt de bepalingen over van de artikelen L51 en L52 van de Franse *Code électoral*.

Tijdens de maand voorafgaand aan de verkiezingen en tot de verkiezingsdag worden in elke gemeente door de gemeentelijke overheid speciale locaties voorbehouden voor het aanbrengen van de verkiezingsaffiches. Dat is nieuw. Thans zijn de gemeenten niet verplicht borden voor de verkiezingsaffiches te installeren. Zo hebben de gemeenten Overijse en Dilbeek in het verleden besloten tijdens de verkiezingscampagne geen verkiezingsborden te installeren. Artikel 86/1 zal een dergelijke beslissing illegaal maken. Als de gemeentelijke overleg weigert, zal de provinciegouverneur zich met de installatie van de aanplakborden belasten.

In elk van die locaties wordt aan elke kandidatenlijst een even grote, genummerde oppervlakte toegewezen. De genummerde ruimte worden gemerkt met de nummers die door de minister van Binnenlandse Zaken bij lottrekking zijn verkregen. Voor de parlementsverkiezingen worden die nummers bij lottrekking door de minister van Binnenlandse Zaken bepaald op de dertigste dag die aan de verkiezingen voorafgaat (artikel 115*bis* van het Kieswetboek).

Gedurende één maand wordt het aanplakken van enige affiche in verband met de verkiezingen, zelfs van affiches waarvoor een aanplakheffing zou zijn betaald,

cet emplacement ou sur l'emplacement réservé aux autres candidats.

L'affichage est même interdit dans les lieux privés. Cette précision ne se trouve pas dans les textes français. Elle est inscrite dans l'article 86/1 pour éviter toute contestation à ce sujet. Il est également interdit de maintenir en place les affiches apposées avant cette époque. Le Roi détermine les modalités d'exécution de l'article proposé. Le Roi pourra, notamment, prescrire la dimension des emplacements spéciaux que l'autorité communale doit réserver pour l'apposition des affiches électorales.

Le deuxième paragraphe de l'article 86/1 contient les sanctions pénales appliquées en la matière.

Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 50 à 500 euros, ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'alinéa 3 du paragraphe premier. Ces pénalités seront applicables, en premier lieu, aux afficheurs. Elles seront également applicables à ceux qui auront maintenu en place les affiches apposées avant la période d'un mois. Ce seront, en général, les éditeurs responsables.

Toutes les dispositions du livre Premier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions visées par l'article. La peine pourra donc être diminuée par application de circonstances atténuantes. Les coauteurs et les complices de l'auteur principal seront passibles des peines prévues par le Code pénal pour les coauteurs et complices.

L'éditeur responsable de l'affiche, celui dont le nom doit être imprimé sur l'affiche en vertu de l'article 299 du Code pénal, est civilement responsable de l'amende prévue par l'alinéa 1<sup>er</sup> lorsque l'infraction est commise par un afficheur, même si cet afficheur reste inconnu. C'est une disposition prévue pour rendre plus effectives les peines de l'article 86/1 proposé.

Est inséré, dans le même Code électoral, un article 86/2. Cet article prévoit l'information des électeurs pour les élections des Chambres fédérales.

### Art. 3

Cet article régleme l'affichage électoral et l'information des électeurs pour les élections du Parlement européen.

verboden buiten die locatie of op de voor de andere kandidaten bestemde ruimte.

Het aanplakken wordt zelfs verboden op privéplaatsen. Die precisering staat niet in de Franse teksten. Zij wordt in artikel 86/1 opgenomen om enige betwisting daaromtrent te voorkomen. Het is ook verboden de affiches die vóór die periode zijn aangebracht, daar te laten hangen. De Koning bepaalt de nadere regels om aan het voorgestelde artikel uitvoering te geven. De Koning zal met name de afmetingen kunnen voorschrijven van de speciale locaties die de gemeentelijke overheid moet voorbehouden voor het aanbrengen van de verkiezingsaffiches.

De tweede paragraaf van artikel 86/1 bevat de strafsancties die terzake worden opgelegd.

Met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en geldboete van 50 tot 500 euro, of met een van die straffen alleen, worden gestraft zij die de bepalingen van § 1, derde lid, overtreden. Die straffen zullen in de eerste plaats gelden voor de aanplakkers. Zij zullen ook kunnen worden toegepast op wie de affiches laat hangen die vóór die periode van één maand zijn aangebracht. In het algemeen zullen dat de verantwoordelijke uitgevers zijn.

Alle bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de bij dit artikel bedoelde strafbare feiten. De straf kan dus worden verminderd door toepassing van verzachtende omstandigheden. Op de mededaders en de medeplichtigen van de hoofddader kunnen de straffen die in het Strafwetboek voor mededaders en medeplichtigen zijn voorgeschreven, worden toegepast.

De voor de affiche verantwoordelijke uitgever, wiens naam krachtens artikel 299 van het Strafwetboek op de affiche moet zijn vermeld, wordt burgerrechtelijk aansprakelijk voor de in het eerste lid voorgeschreven geldboete als het strafbaar feit wordt gepleegd door een aanplakker, zelfs al blijft die aanplakker onbekend. In die bepaling is voorzien om de straffen in het voorgestelde artikel 86/1 effectiever te maken.

In hetzelfde Kieswetboek wordt een artikel 86/2 ingevoegd. Dat artikel voorziet in de informatieverstrekking aan de kiezers voor de parlementsverkiezingen.

### Art. 3

Dit artikel reglementeert de aanplakking van verkiezingsaffiches en de voorlichting van de kiezers voor de verkiezing van het Europees Parlement.

L'article 86/1 du Code électoral est rendu applicable, par la présente disposition, à l'élection du Parlement européen, avec, pourtant, une correction importante.

Dans la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, il est inséré un article 8/1, libellé comme suit:

“Art. 8/1. Les dispositions de l'article 86/1 du Code électoral sont applicables à l'élection du Parlement européen. Toutefois, au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de cet article, il y a lieu de lire, au lieu des mots “Pendant le mois” les mots “Pendant les deux mois”.”

Comme on le voit, la période pendant laquelle l'affichage libre est interdit, est prolongée. Elle est portée à deux mois. La raison est évidente. Le soixante-cinquième jour qui précède celui de l'élection, à 12 heures, le ministre de l'Intérieur procède à un tirage au sort en vue de déterminer les numéros d'ordre qui seront attribués aux listes de candidats (article 20, alinéa 4, de la loi de 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen).

Il est donc possible, pour l'élection du Parlement européen, d'installer les panneaux d'affichage plus tôt que pour les élections des Chambres fédérales. Les numéros des listes sont connus plus tôt et les communes peuvent numéroter les surfaces sur les emplacements qu'elles installent, à l'aide des numéros tirés au sort par le ministre de l'Intérieur. Il faut en profiter pour avancer le début de la période de protection.

L'article 8/2 règle l'information des électeurs. La brochure explicative est rédigée par le ministre de l'Intérieur.

#### Art. 4

L'article 5 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, modifié en dernier lieu par la loi du 2 avril 2003, est complété comme suit:

“§ 3. Le présent article ne déroge pas à l'article 86/1 du Code électoral.”

Cet article 5 de la loi du 4 juillet 1989 est libellé comme suit:

Artikel 86/1 van het Kieswetboek wordt via deze bepaling toepasselijk gemaakt op de verkiezing van het Europees Parlement, doch met een belangrijke correctie.

In de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement, wordt een artikel 8/1 ingevoegd, luidende:

“De bepalingen van de artikelen 86/1 van het Kieswetboek zijn van toepassing op de verkiezing van het Europees Parlement. In § 1, eerste lid, van dat artikel leze men evenwel “Tijdens de twee maanden” in plaats van “Tijdens de maand”.”

Zo wordt de periode waarin vrije aanplakking verboden is, verlengd; die periode wordt tot twee maanden opgetrokken. De reden daarvoor ligt voor de hand. Op de vijftienvestigste dag die aan de verkiezingsdag voorafgaat, om 12 uur, gaat de minister van Binnenlandse Zaken over tot een lottrekking om te bepalen welke rangnummers de kandidatenlijsten toegekend zullen krijgen (artikel 20, vierde lid, van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement).

Voor de verkiezing van het Europees Parlement is het dus mogelijk vroeger aanplakborden te plaatsen dan voor de verkiezing van de Federale Kamers. De lijstnummers zullen eerder bekend zijn, en de gemeenten kunnen de oppervlakten op de borden die zij installeren, nummeren aan de hand van de bij lottrekking door de minister van Binnenlandse Zaken verkregen nummers. Die regeling moet te baat worden genomen om de aanvang van de beschermingsperiode te vervroegen.

Artikel 8/2 regelt de informatieverstrekking aan de kiezers. De minister van Binnenlandse Zaken redigeert de brochure met toelichting.

#### Art. 4

Artikel 5 van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de Federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 2 april 2003, wordt aangevuld als volgt:

“§ 3. Dit artikel wijkt niet af van artikel 86/1 van het Kieswetboek.”

Dat artikel 5 van de wet van 4 juli 1989 luidt als volgt:

“§ 1<sup>er</sup>. Pendant les délais définis à l'article 4, § 1, les partis politiques et les candidats ainsi que les tiers qui souhaitent faire de la propagande pour des partis politiques ou des candidats:

1° ne peuvent utiliser de panneaux ou affiches publicitaires commerciaux;

2° ne peuvent utiliser de panneaux ou d'affiches publicitaires non commerciaux d'une surface de plus de 4 m<sup>2</sup>;

3° ne peuvent pas vendre de gadgets ni distribuer de cadeaux ou de gadgets, quel que soit le mode de distribution et sans préjudice de l'article 184 du Code électoral, sauf aux candidats et aux personnes qui, en application de l'article 4, § 3, 1°, font de la propagande électorale non rémunérée en faveur de partis politiques et de candidats. Par gadgets, l'on entend tous les objets, à l'exception des imprimés sur papier ou sur tout autre support d'information véhiculant un message politique comportant uniquement des opinions ou des illustrations, qui sont utilisés comme souvenirs, accessoires, colifichets ou objets usuels et dont la personne qui les distribue espère que la personne qui les reçoit les affectera ultérieurement à l'usage auquel ils sont normalement destinés et que, à cette occasion, l'utilisateur apercevra à chaque fois le message figurant sur l'objet;

4° ne peuvent pas organiser de campagne commerciale par téléphone;

5° ne peuvent pas diffuser de spots publicitaires à caractère commercial à la radio, à la télévision et dans les salles de cinéma ni des messages payants sur Internet.

§ 2. Pour la même période, le gouverneur de province ou de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale fixe, par arrêté de police, les modalités de l'apposition d'affiches électorales et de l'organisation des caravanes motorisées.”

La paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, de ce texte régleme l'affichage. On pourrait, avec un peu de mauvaise foi, l'interpréter comme dérogeant à l'article 86/1 proposé. Toute discussion à ce sujet est évitée en disposant, dans cet article 5: “Le présent article ne déroge pas à l'article 86/1 du Code électoral”.

“§ 1. Gedurende de termijn bepaald bij artikel 4, § 1, mogen de politieke partijen en de kandidaten evenals derden die propaganda wensen te maken voor politieke partijen of kandidaten:

1° geen gebruik maken van commerciële reclameborden of affiches;

2° geen gebruik maken van niet-commerciële reclameborden of affiches groter dan 4 m<sup>2</sup>;

3° geen gadgets verkopen noch gadgets of geschenken uitdelen, ongeacht de wijze van verspreiding en onverminderd artikel 184 van het Kieswetboek, tenzij aan de kandidaten en de personen die met toepassing van artikel 4, § 3, 1°, onbezoldigd verkiezingspropaganda voeren ten voordele van politieke partijen en kandidaten. Onder gadgets worden verstaan alle voorwerpen, uitgezonderd drukwerk op papier of op enige andere informatiedrager met een uitsluitend opiniërende of illustrerende politieke boodschap, die als souvenir, accessoire, snuisterij of gebruiksvoorwerp worden gebruikt, en waarvan diegene die het uitdeelt hoopt dat degene die het ontvangt het zal aanwenden voor het normale gebruik waarvoor het is bestemd en bij die gelegenheid telkens opnieuw de boodschap zal zien die op het voorwerp is aangebracht;

4° geen commerciële telefooncampagnes voeren;

5° geen commerciële reclamespots op radio, televisie en in bioscopen verspreiden alsmede betalende boodschappen op internet.

§ 2. Voor dezelfde periode bepaalt de gouverneur van de provincie of van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad bij politiebepaling de nadere regels inzake het aanbrengen van verkiezingsaffiches en het organiseren van gemotoriseerde optochten.”

Paragraaf 1, 2°, regelt de aanplakking. Met enige kwaadwilligheid zou hij in die zin kunnen worden geïnterpreteerd dat hij van het voorgestelde artikel 86/1 afwijkt. Elke discussie dienaangaande wordt voorkomen door bij dat artikel het volgende te bepalen: “Dit artikel wijkt niet af van artikel 86/1 van het Kieswetboek.”

## Art. 5

La loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Communauté germanophone est complétée. Il est inséré un titre *IIbis*, comportant les articles 6/1 et 6/2, libellés comme suit:

“Titre *IIbis*. Affichage électoral et information des électeurs

Art. 6/1. Les dispositions de l'article 86/1 du Code électoral sont applicables à l'élection du Parlement de la Communauté germanophone.

Art. 6/2 Les dispositions de l'article 86/1 du Code électoral sont également applicables à l'élection du Parlement de la Communauté germanophone. Le texte relatif aux programmes des partis est communiqué au ministre de l'Intérieur par le premier candidat de chaque liste.”

## Art. 6

Cet article concerne l'élection des parlements régionaux. L'article 5 de la loi du 19 mai 1994 réglementant la campagne électorale et visant la limitation et la déclaration des dépenses électorales engagées pour les élections du Parlement wallon, du Parlement flamand, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement de la Communauté germanophone, et fixant le critère de contrôle des communications officielles des autorités publiques, modifié en dernier lieu par la loi du 25 avril 2004, est complété comme suit:

“§ 3. Le présent article ne déroge pas à l'article 26*quinquies* de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.”

Pour comprendre cet article, il faut consulter la deuxième proposition de loi spéciale. Cette deuxième proposition insère, dans la loi spéciale du 8 août 1980, un article 26*quinquies*, qui reprend les dispositions de l'article 86/1 du Code électoral.

L'article 5 de la loi du 19 mai 1994 réglementant la campagne électorale, visant la limitation et la déclaration des dépenses électorales engagées pour les élections du Parlement wallon, du Parlement flamand, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement de la Communauté germanophone, et fixant le critère de contrôle des communications officielles des autorités publiques ne déroge pas à cet article 26*quinquies* de la loi spéciale du 8 août 1980.

## Art. 5

De wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen, wordt aangevuld. Er wordt een titel *IIbis* ingevoegd, die de als volgt luidende artikelen 6/1 en 6/2 omvat:

“Titel *IIbis*. Aanplakking van verkiezingsaffiches en voorlichting van de kiezers

Art. 6/1. De bepalingen van artikel 86/1 van het Kieswetboek zijn van toepassing op de verkiezing van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 6/2. De bepalingen van artikel 86/2 van het Kieswetboek zijn eveneens van toepassing op de verkiezing van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap. De eerste kandidaat op elke lijst bezorgt de tekst over de partijprogramma's aan de minister van Binnenlandse Zaken.”

## Art. 6

Dit artikel heeft betrekking op de verkiezing van de gewestparlementen. Artikel 5 van de wet van 19 mei 1994 tot regeling van de verkiezingscampagne en tot beperking en aangifte van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van het Vlaams Parlement, het Waals Parlement, het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, alsmede tot vaststelling van de toetsingsnorm inzake officiële mededelingen van de overheid, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 12 maart 2009, wordt aangevuld als volgt:

“§ 3. Dit artikel wijkt niet af van artikel 26*quinquies* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen.”

Om dit artikel te kunnen begrijpen, moet het tweede voorstel (het voorstel van bijzondere wet) worden geraadpleegd; dat voorziet erin dat in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 een artikel 26*quinquies* wordt ingevoegd, dat de bepalingen van artikel 86/1 van het Kieswetboek overneemt.

Artikel 5 van de wet van 19 mei 1994 tot regeling van de verkiezingscampagne en tot beperking en aangifte van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van het Vlaams Parlement, het Waals Parlement, het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, alsmede tot vaststelling van de toetsingsnorm inzake officiële mededelingen van de overheid wijkt niet af van dat artikel 26*quinquies* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

## Art. 7

Cet article, relatif à l'élection du Parlement européen, s'inspire du même souci que celui qui a inspiré les articles précédents.

Laurent LOUIS (INDEP-ONAFH)

## Art. 7

Dit artikel in verband met de verkiezing van het Europees Parlement is ingegeven door hetzelfde streven als datgene dat aan de vorige artikelen ten grondslag lag.

## PROPOSITION DE LOI

### Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

### Art. 2

Dans le Code électoral, est inséré un titre *IIbis*, comportant les articles 86/1 et 86/2, libellé comme suit:

“Titre *IIbis*. Affichage électoral et information des électeurs

Art. 86/1. § 1<sup>er</sup>. Pendant le mois précédant une élection, et jusqu'à la date du vote, dans chaque commune, des emplacements spéciaux sont réservés par l'autorité communale pour l'apposition des affiches électorales.

Dans chacun de ces emplacements, une surface égale numérotée est attribuée à chaque liste de candidats.

Pendant la période fixée par l'alinéa 1<sup>er</sup>, tout affichage relatif à l'élection, même par affiches pour lesquelles une taxe d'affichage aurait été payée, est interdit en dehors de cet emplacement ou sur l'emplacement réservé aux autres candidats. L'affichage est également interdit dans les lieux privés et il est aussi interdit de maintenir en place les affiches apposées avant cette période.

Si la commune refuse ou néglige de se conformer aux prescriptions de cet article et aux dispositions réglementaires prises pour son exécution, le gouverneur de province doit en assurer immédiatement l'application, par lui-même ou par un délégué.

§ 2. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 50 à 500 euros, ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'alinéa 3 du paragraphe précédent.

Toutes les dispositions du livre Premier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions visées par le présent article.

## WETSVOORSTEL

### Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

### Art. 2

In het Kieswetboek wordt een titel *IIbis* ingevoegd, die de artikelen 86/1 en 86/2 omvat en die luidt:

“Titel *IIbis*. Aanplakking van verkiezingsaffiches en voorlichting van de kiezers

Art. 86/1. § 1. Tijdens de maand voorafgaand aan de verkiezingen en tot de verkiezingsdag worden in elke gemeente door de gemeentelijke overheid plaatsen voorbehouden voor het aanbrengen van verkiezingsaffiches.

Op elk van die plaatsen wordt aan elke lijst van kandidaten een even grote genummerde oppervlakte toegekend.

Tijdens de in het eerste lid bepaalde periode is iedere aanplakking met betrekking tot de verkiezingen, zelfs van affiches waarvoor een aanplakkingsheffing zou betaald zijn, verboden buiten die plaats of op de ruimte die voor de andere kandidaten voorbehouden is. De aanplakking is ook verboden op openbare plaatsen en het is tevens verboden affiches die vóór de aanvang van die periode werd aangebracht te laten hangen.

Als de gemeente weigert of nalaat zich te conformeren aan de bepalingen van dit artikel en aan de reglementaire bepalingen die er uitvoering aan verlenen, moet de provinciegouverneur er onverwijld zelf of door toedoen van een gemachtigde voor zorgen dat aan die bepalingen toepassing wordt verleend.

§ 2. Met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met geldboete van vijftig euro tot vijfhonderd euro of met een van deze straffen alleen wordt gestraft hij die de bepalingen van het derde lid van de voorgaande paragraaf overtreedt.

Alle bepalingen van het eerste boek van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de misdrijven bedoeld in dit artikel.

L'éditeur responsable de, l'affiche est civilement responsable de l'amende prévue par l'alinéa 1<sup>er</sup> lorsque l'infraction est commise par un afficheur, même si cet afficheur reste inconnu.

Art. 86/2. § 1<sup>er</sup>. Chaque électeur reçoit une brochure explicative.

Cette brochure donne des explications relatives à l'exercice du droit de vote, à la composition des listes et aux programmes des partis.

§ 2. Le ministre de l'Intérieur rédige la brochure explicative qui est jointe à la convocation électorale.

Les frais de rédaction et de distribution de la brochure sont à charge du budget du SPF Intérieur.

§ 3. Le texte relatif aux programmes des partis est communiqué, pour chaque circonscription électorale, au ministre de l'Intérieur par le premier candidat à la Chambre des représentants de chaque liste.

§ 4. Dans la partie de la brochure consacrée aux programmes des partis, un espace égal est attribué à chaque liste de candidats.

§ 5. Dans le cas d'élections simultanées, notamment pour les Chambres législatives fédérales, le Parlement européen et les Parlements de Communauté et de Région, le Roi peut déroger aux dispositions du présent article."

#### Art. 3

Dans la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, est inséré un titre *1<sup>er</sup>bis*, comportant les articles 8/1 et 8/2, libellé comme suit:

"Titre *1<sup>er</sup>bis*. Affichage électorale et information des électeurs

Art. 8/1. Les dispositions de l'article 86/1 du Code électoral sont applicables à l'élection du Parlement européen. Toutefois, au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de cet article, il y a lieu de lire, au lieu des mots "Pendant le mois" les mots "Pendant les deux mois".

Art. 8/2. Les dispositions de l'article 86/2 du Code électoral sont également applicables à l'élection du Parlement européen.

De verantwoordelijke uitgever van de affiche is burgerlijk aansprakelijk voor de in het eerste lid bepaalde geldboete als het misdrijf wordt gepleegd door een aanplakker, zelfs als die onbekend blijft.

Art. 86/2. § 1. Elke kiezer ontvangt een brochure met toelichting.

Die brochure verstrekt uitleg over de uitoefening van het stemrecht, de samenstelling van de lijsten en de programma's van de partijen.

§ 2. De minister van Binnenlandse Zaken redigeert de brochure met toelichting die bij de oproepingsbrief voor de verkiezingen wordt gevoegd.

De kosten voor het redigeren en het verdelen van de brochure komen voor rekening van de begroting van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken.

§ 3. Per kieskring bezorgt de eerste kandidaat op elke lijst voor de Kamer van volksvertegenwoordigers de tekst over de partijprogramma's aan de minister van Binnenlandse Zaken.

§ 4. In het gedeelte van de brochure dat aan de partijprogramma's is gewijd, wordt aan elke lijst van kandidaten evenveel ruimte toegekend.

§ 5. De Koning kan van de bepalingen van dit artikel afwijken in geval van gelijktijdige verkiezingen, onder meer voor de federale Wetgevende Kamers, het Europees Parlement en de gemeenschaps- en gewestparlementen."

#### Art. 3

In de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement wordt een titel *Ibis* ingevoegd, die de artikelen 8/1 en 8/2 omvat en die luidt:

"Titel *Ibis*. Aanplakking van verkiezingsaffiches en voorlichting van de kiezers

Art. 8/1. De bepalingen van artikel 86/1 van het Kieswetboek zijn van toepassing op de verkiezing van het Europees Parlement. In § 1, eerste lid, van dat artikel leze men evenwel "Tijdens de twee maanden" in plaats van "Tijdens de maand".

Art. 8/2. De bepalingen van artikel 86/2 van het Kieswetboek zijn eveneens van toepassing op de verkiezing van het Europees Parlement.

Le texte relatif aux programmes des partis est communiqué au ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions par le premier candidat de chaque liste."

Art. 4

L'article 5 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, modifié en dernier lieu par la loi du 2 avril 2003, est complété par le paragraphe suivant:

"§ 3. Le présent article ne déroge pas à l'article 86/1 du Code électoral."

Art. 5

Dans la loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Communauté germanophone est inséré un titre *IIbis*, comportant les articles 6/1 et 6/2, libellé comme suit:

"Titre *IIbis*. Affichage électoral et information des électeurs

Art. 6/1. Les dispositions de l'article 86/1 du Code électoral sont applicables à l'élection du Parlement de la Communauté germanophone.

Art. 6/2. Les dispositions de l'article 86/2 du Code électoral sont également applicables à l'élection du Parlement de la Communauté germanophone.

Le texte relatif aux programmes des partis est communiqué au ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions par le premier candidat de chaque liste."

Art. 6

L'article 5 de la loi du 19 mai 1994 réglementant la campagne électorale, concernant la limitation et la déclaration des dépenses électorales engagées pour les élections du Parlement wallon, du Parlement flamand, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement de la Communauté germanophone, et fixant le critère de contrôle des communications officielles des autorités publiques, modifié en dernier lieu par la loi du 12 mars 2009, est complété par le paragraphe suivant:

"§ 3. Le présent article ne déroge pas à l'article 26quinquies de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ni à l'article 14/1 de la loi

De eerste kandidaat op elke lijst bezorgt de tekst over de partijprogramma's aan de voor Binnenlandse Zaken bevoegde minister."

Art. 4

Artikel 5 van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de Federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 2 april 2003, wordt aangevuld met de volgende paragraaf:

"§ 3. Dit artikel wijkt niet af van artikel 86/1 van het Kieswetboek."

Art. 5

In de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen, wordt een titel *IIbis* ingevoegd, die de artikelen 6/1 en 6/2 omvat en die luidt:

"Titel *IIbis*. Aanplakking van verkiezingsaffiches en voorlichting van de kiezers

Art. 6/1. De bepalingen van artikel 86/1 van het Kieswetboek zijn van toepassing op de verkiezing van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 6/2. De bepalingen van artikel 86/2 van het Kieswetboek zijn eveneens van toepassing op de verkiezing van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap.

De eerste kandidaat op elke lijst bezorgt de tekst over de partijprogramma's aan de voor Binnenlandse Zaken bevoegde minister."

Art. 6

Artikel 5 van de wet van 19 mei 1994 tot regeling van de verkiezingscampagne en tot beperking en aangifte van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van het Vlaams Parlement, het Waals Parlement, het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, alsmede tot vaststelling van de toetsingsnorm inzake officiële mededelingen van de overheid, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 12 maart 2009, wordt aangevuld met de volgende paragraaf:

"§ 3. Dit artikel wijkt niet af van artikel 26quinquies van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, noch van artikel 14/1 van de bijzondere

spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises.”

Art. 7

L'article 5 de la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen, modifié par les lois du 25 juin 1998 et 25 avril 2004, est complété par le paragraphe suivant:

“§ 3. Le présent article ne déroge pas à l'article 8/1 de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, ni à l'article 86/1 du Code électoral.”

8 février 2011

Laurent LOUIS (INDEP–ONAFH)

wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen.”

Art. 7

Artikel 5 van de wet van 19 mei 1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van het Europees Parlement, gewijzigd bij de wetten van 25 juni 1998 en 25 april 2004, wordt aangevuld met de volgende paragraaf:

“§ 3. Dit artikel wijkt niet af van artikel 8/1 de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement, noch van artikel 86/1 van het Kieswetboek.”

8 februari 2011